

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Paris, le 01 OCT. 2025

Madame la Conseillère pour l'Etat,

J'ai été très inquiet d'apprendre, par le biais des informations communiquées par votre fils, la dégradation de votre état de santé et la difficulté de votre accès aux soins appropriés, dans le cadre d'une détention inique, que la France a dénoncée à plusieurs reprises.

Nous continuons d'appeler à votre libération immédiate et inconditionnelle ainsi que celle du président de la République U Win Myint et de toutes les personnes incarcérées pour des motifs politiques depuis le coup d'Etat militaire du 1er février 2021.

Le 8 novembre 2020, les citoyens de la Birmanie ont choisi souverainement, librement et avec une large majorité les élus de leur nation, de leurs Etats et régions. Cette volonté a été saluée par la communauté internationale et régulièrement rappelée par la France. Mais elle a été bafouée. Cette remise en cause brutale et sanglante a entraîné votre pays dans une crise de longue durée, aux effets dramatiques pour ses populations et les Etats voisins. Nos relations bilatérales en ont été bouleversées.

Madame la Conseillère pour l'Etat, sachez la détermination de la France à poursuivre ses liens d'amitié avec la Birmanie. Nous exprimons tout notre soutien aux aspirations démocratiques et fédérales de votre peuple, à la restauration d'un Etat de droit et à un développement harmonieux de nos relations politiques, économiques et culturelles.

Amie pluriséculaire de la Birmanie et de ses habitants, la France entend être au côté de ses populations en danger et soutenir une désescalade des violences et les chemins de paix tracés par des responsables politiques légitimes.

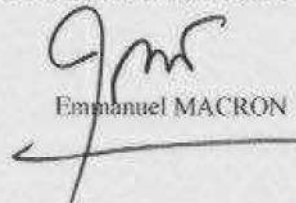
Je forme le vœu que vous puissiez prochainement retrouver la santé, la liberté et rejoindre votre famille et vos proches. Soyez assurée, Madame, de notre écoute et disponibilité à appuyer tous les efforts pouvant offrir à la Birmanie la possibilité de devenir un pays stable, soucieux du bien-être de tous ses habitants, en paix et en développement.

Je vous prie d'agréer, Madame la Conseillère pour l'Etat, l'expression de ma très haute considération.

Très cordialement,

Emmanuel MACRON

*Son Excellence Daw Aung San Suu Kyi,
Conseillère pour l'Etat en Birmanie*



Madam State Councilor,

I was very concerned to learn, through information provided by your son, of the deterioration of your health and the difficulty you face in accessing appropriate care, in the context of an unjust detention, which France has repeatedly denounced.

We continue to call for your immediate and unconditional release, as well as that of President U Win Myint and all those imprisoned for political reasons since the military coup of February 1, 2021.

On November 8, 2020, the citizens of Myanmar freely and sovereignly elected, by a large majority, the elected representatives of their nation, their states, and regions. This desire was welcomed by the international community and regularly reiterated by France. But it has been flouted. This brutal and bloody challenge has plunged your country into a long-term crisis, with dramatic consequences for its populations and neighboring states. Our bilateral relations have been disrupted.

Madam State Councilor, please know of France's determination to maintain its friendly ties with Burma. We express our full support for your people's democratic and federal aspirations, the restoration of the rule of law, and the harmonious development of our political, economic, and cultural relations.

As a centuries-old friend of Burma and its people, France intends to stand alongside its populations in danger and support a de-escalation of violence and the paths to peace charted by legitimate political leaders.

I hope that you will soon regain your health and freedom and rejoin your family and loved ones. Please be assured, Madam, of our attentiveness and readiness to support all efforts that can offer Burma the opportunity to become a stable country, concerned for the well-being of all its people, in peace and development.

Please accept, Madam State Councilor, the assurances of my highest consideration.

Emmanuel Macron

Paris, October 1, 2025